

# À l'élection au CNESER, VOTEZ SUD !

Profession de foi de Sud éducation (membre de l'Union Syndicale Solidaires) pour l'élection au CNESER (avec le soutien de Solidaires étudiant-es et Sud Recherche EPST).

Parce que nous travaillons toutes et tous ensemble, et sommes confronté-e-s à la même logique, nous pensons que le syndicalisme doit être inter-catégoriel. Notre profession de foi est donc identique pour tous les corps.

Le CONSEIL NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE (CNESER) est une instance consultative sur les questions relatives aux missions des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel. Nos élu-e-s y porteront nos orientations et y défendront les personnels, tout en ayant conscience des limites de cette instance. En effet, si le CNESER doit être consulté pour tout ce qui concerne de près ou de loin les missions des établissements où nous travaillons, son avis n'impose aucune contrainte au pouvoir politique. Seule la construction d'un véritable rapport de force peut imposer une telle contrainte.

Contrairement à d'autres syndicats, nous ne pensons pas que les luttes se gagnent dans les conseils et instances élues. Cependant, par notre participation, nous pourrions y obtenir des informations, diffuser en retour des analyses. Pour SUD éducation, siéger au CNESER est avant tout un moyen d'avoir l'information nécessaire pour vous alerter et construire avec vous le rapport de force !

Nous ne siégerons donc au CNESER qu'en fonction des ordres du jour proposés.

**Nos valeurs : SUD,  
c'est Solidaires, Unitaires et  
Démocratiques !**

Notre syndicalisme refuse de s'arrêter à la porte de nos lieux de travail, pour un vrai projet de transformation sociale. Si les luttes sectorielles sont utiles et nécessaires, pour nous elles doivent s'inscrire dans un objectif global de changement radical de société, pour un monde juste, ouvert et solidaire, au travers notamment d'un véritable partage des richesses et du travail ; un monde qui ne sacrifie pas l'intérêt général, les services publics et l'avenir de la planète, au profit de quelques intérêts privés, où la coopération remplace la compétition, où la différence est une richesse, où personne n'est laissé pour compte. C'est pourquoi avec Solidaires nous participons activement à différentes initiatives : ATTAC dont Solidaires est membre fondateur, Réseau Éducation sans Frontières, forums so-

ciaux, Marche Mondiale des Femmes, Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions, Convergences pour la Défense et le Développement des Services Publics, etc.

**Parce qu'un autre monde est possible, de travailleuses et travailleurs citoyen-ne-s et non d'esclaves-consommateurs, construisons-le !**

**Des attaques successives  
contre l'enseignement  
supérieur et la recherche :  
une seule logique,  
la marchandisation !**

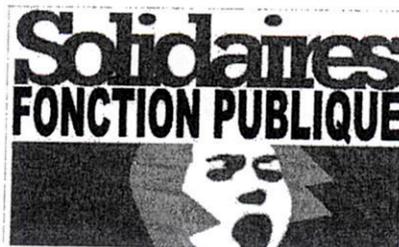
En créant des COMUE, ensembles d'enseignement supérieur et de recherche hypertrophiés « compétitifs à l'échelle mondiale », mis en concurrence et gérés par une nouvelle super-bureaucratie, la loi Fioraso continue l'engagement dans le « Processus de Lisbonne » pour le grand marché de

« l'économie de la connaissance », initié par le LMD, le « Pacte pour la Recherche » et la LRU.

La concurrence entre universités, entre laboratoires, entre équipes, et la concurrence de tous contre tous s'installe sous l'égide d'une évaluation, purement quantitative et arbitraire, et d'une individualisation accrue des rémunérations. L'assèchement des crédits récurrents a profondément modifié le quotidien des laboratoires qui doivent se concentrer sur des projets à court terme (ANR,...), au détriment de la recherche. Cette course aux contrats génère une asphyxie bureaucratique due à la rédaction et l'évaluation des projets, et promeut le recours massif à l'emploi précaire.

**C'est bien l'ensemble du service public d'enseignement supérieur et de recherche qui est en péril !**

éducation  
**SUD**



# Conséquences pour les personnels, les étudiantes et étudiants : précarité, inégalités, souffrance au travail...

Pour les personnels : souffrance au travail, pression managériale, destruction des collectifs de travail, politique d'externalisation tous azimuts, logiciels à la big brother destinés à la prétendue rationalisation du système, réorganisation/désorganisation incessante des services, dévalorisation des agents assurant des tâches administratives et techniques qualifiés de « fonction support » ou de « personnel d'appui », mobilité forcée, placardisation, charges administratives de plus en plus lourdes, stigmatisation – et même parfois expulsion – des « non-publiant-e-s » des unités de recherche, management par les primes dont les plus importantes sont réservées aux meilleurs salaires, explosion des emplois précaires<sup>1</sup>. La loi Sauvadet était vouée à l'échec dès le départ puisque sans moyens et sans obligation de titulariser les précaires – c'est d'ailleurs pourquoi Solidaires avait refusé de signer le protocole d'accord « Tron ». Un vrai plan de titularisation reste à faire : titulariser les 80000 précaires de l'ESR, c'est possible et beaucoup moins cher que tous les « pactes » bidons avec le MEDEF !<sup>2</sup>

Pour les étudiant-e-s : dégradation et atomisation de l'enseignement, parcours chaotiques et nouvelles barrières entre filières et régions, ges-

tion locale des droits d'inscriptions qui, sans luttes, mènera à la même situation qu'en Grande Bretagne ou en Allemagne, précarité et pauvreté généralisées, tri social accentué.

<sup>1</sup> un quart en moyenne de toutes les catégories de personnels de l'enseignement et de la recherche travaille désormais sous contrats précaires.

<sup>2</sup> Le MEDEF réclame 100 Milliards d'argent public pour créer (peut-être !) 1 million d'emplois dans les entreprises, soit 100 000 € par emploi ! A titre de comparaison, le recrutement d'un jeune chercheur ou ingénieur titulaire coûte moins de 65000 euros annuels.

## Face à cette situation, nos revendications !

Le gouvernement refuse de se donner les moyens d'une autre politique. Pour exemple, le crédit impôt recherche (CIR), subvention déguisée aux entreprises, ampute le budget de l'État de 6 milliards d'euros, ce qui représente 2,3 fois la dotation totale du CNRS ou 1,35 fois celle de l'ensemble des EPST !

Les capitalistes nous coûtent cher ! Nous condamnons la politique d'austérité !

Le gouvernement devrait taxer les revenus les plus importants et les dividendes des actionnaires à hauteur des enjeux actuels (les actionnaires ont par exemple vu leurs revenus croître de 30% en un an) et refuser de payer une dette publique illégitime.

- ➔ L'utilisation des deniers publics pour les dépenses d'intérêt public.
- ➔ Une réelle politique de lutte contre le chômage et d'amélioration de la qualité de vie et de travail par une réduction conséquente du temps de travail.
- ➔ L'arrêt de la politique de recours généralisé à l'emploi précaire, la titularisation immédiate des actuels non-titulaires ; un plan d'urgence s'impose pour permettre de pourvoir les milliers d'emplois gelés.
- ➔ Une refonte du contrat doctoral garantissant l'égalité et l'indépendance des doctorant.e.s.
- ➔ La fin des évaluations-sanctions, et la disparition de tous les systèmes de primes à travers une refonte de la grille indiciaire.
- ➔ Des augmentations de salaires, une revalorisation immédiate de 400 € mensuels pour tous.
- ➔ La revalorisation du salaire minimum à 1700 € net mensuel et l'indexation des salaires sur l'évolution des prix.
- ➔ L'égalité de déroulement de carrière entre les hommes et les femmes.
- ➔ Le droit à la mutation et la suppression de toute mobilité subie pour tous les personnels.
- ➔ Une construction massive de logements étudiants et un véritable plan de rénovation de l'ensemble des universités.
- ➔ L'instauration de vrais pouvoirs et contre-pouvoirs décisionnels aux mains des personnels ; l'abrogation des lois LRU et Fioraso.
- ➔ Le refus de subventionner les établissements privés, et la fin de l'habilitation des diplômes du privé.
- ➔ La gratuité des frais d'inscription à l'université.

La liberté ne coûte rien ! Notre vision de l'enseignement et de la recherche n'est pas de conditionner les étudiantes et les étudiants à accepter l'idée que la vie ne sert qu'à produire et consommer. Nous défendons bien au contraire l'idée d'une Université et d'une Recherche émancipatrices permettant l'accès de toutes et tous aux savoirs et aux résultats de la recherche : leur mission principale doit rester de produire et de diffuser les savoirs et leurs critiques.

